

ILS CONTINUENT DE REVENDIQUER LE STATUT PARTICULIER ET LE RÉGIME INDEMNITAIRE

Les praticiens de la santé publique entrent en grève illimitée

Les grèves cycliques menées par les différents syndicats autonomes du secteur de la santé n'ont pas réussi à ouvrir le dialogue entre les partenaires sociaux et la tutelle. La preuve, après une relative trêve, les syndicats reviennent à la charge en entrant en grève illimitée depuis hier à l'appel du SNPSP.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Au premier jour du débrayage, le syndicat affiche sa satisfaction avec un taux de suivi qui dépasse les 78% à l'échelle nationale avec des disparités en fonction des wilayas.

A l'origine de ce mouvement de contestation, une revendication vieille d'au

moins deux années : le statut particulier et le régime indemnitaire pour lesquels les syndicats autonomes se battent depuis des années et pour lesquels ils ont eu pour vis-à-vis plusieurs ministres.

Nullement découragé par le silence du ministre de la Santé, le président du SNPSP, le Dr Bensebail,

explique que le seul message à lancer aux pouvoirs publics consiste à dire que «les praticiens de la santé publique ne font pas grève pour de l'argent mais pour leur dignité. Le praticien ne peut même plus se targuer de faire partie de la classe moyenne. Il n'est même plus solvable auprès des banques pour des prêts».

Le président du SNPSP estime que sur les 11 revendications qui avaient été arrêtées en 2005, le syndicat a fini par se concentrer sur deux seulement, à savoir le statut et le régime indemnitaire. L'appel à ce dernier débrayage a été prévu après la décision d'annula-

tion de la grève par la Coordination des syndicats de la Fonction publique en janvier, en signe de solidarité avec la population de Ghaza. Une suspension qui n'avait pas été du goût du SNPSP mais à laquelle le SNPSP a fini par adhérer par souci de cohésion des rangs. Le conseil national a donc tranché lors d'une session extraordinaire en faveur de la grève ouverte. Ses membres avaient motivé cette décision par l'échec des négociations avec la tutelle au sujet du statut particulier et du régime indemnitaire.

Le SG du SNPSP s'étonne en effet que le

statut particulier, tel que proposé par les représentants des praticiens de la santé publique, n'arrive pas à voir le bout du tunnel. Les représentants des travailleurs de la Santé avaient pourtant élaboré un avant-projet de loi du statut particulier des praticiens de la santé publique après plusieurs grèves.

Le document en question a été transmis à la commission ad hoc dans laquelle siègent des représentants des ministères du Travail, de la Santé et des Finances et où sont absents les représentants des médecins. Une situation aberrante à laquelle il faut ajouter le fait que

depuis la remise de ce document aucun procès-verbal de réunion entre la tutelle et les représentants des travailleurs n'a été établi. La dernière réunion remonte, en effet, au 20 janvier dernier. Une situation dénoncée par le SNPSP qui ne comprend pas pourquoi le syndicat est ainsi exclu du dialogue et ignore totalement ce qui a été pris en considération ou pas par ladite commission. La deuxième revendication des travailleurs de la santé publique est inhérente au régime indemnitaire lequel ne peut être discuté sans l'adoption du statut particulier.

N. I.

CONSEIL DU BARREAU D'ALGER

De nouvelles élections les 12 et 19 mars

Le Conseil des avocats d'Alger procédera à l'organisation de nouvelles élections les 12 et 19 mars prochain suite à l'annulation du premier scrutin décidé par le Conseil d'Etat. Me Silini, qui animait hier une conférence de presse, a accusé ceux qui ont saisi la plus haute juridiction administrative d'être à la solde de parties occultes. Le bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau d'Alger a annoncé, hier, la tenue de nouvelles élections du bâtonnat d'Alger pour le courant du mois de mars. L'organisation de ce nouveau scrutin fait suite à l'annulation des élections organisées en février 2008.

«Le premier tour de ces nouvelles élections aura lieu le 12 mars et le second tour le 19 mars», a précisé le bâtonnier d'Alger lors d'une conférence de presse animée au siège du Conseil.

Toutefois, M^e Silini a estimé que la décision du Conseil d'Etat ne jette pas le discrédit sur les organisateurs des élections de février 2008, les membres du Conseil du barreau d'Alger en l'occurrence.

«La décision d'annulation du Conseil d'Etat porte sur des points relatifs à l'organisation. L'arrêt qui a été rendu ne fait pas mention de fraude électorale», a-t-il insisté.

Selon Silini, la haute juridiction administrative a constaté que le Tableau des avocats n'avait pas été transmis aux candidats dans les délais réglementaires (21 jours avant la tenue du scrutin), la décision de faire voter les avocats stagiaires dans un lieu séparé ainsi que le manque d'isoloirs.

Pour justifier ces «infractions», M^e Silini a présenté les explications suivantes.

«Il nous a été difficile de présenter le Tableau des avocats de l'année 2007 dans les temps réglementaires car celui-ci avait été transmis au ministère de la Justice pour validation. La décision de faire voter les avocats stagiaires avait été adoptée à l'unanimité. Cette mesure visait à les prémunir d'éventuelles pressions de la part de leurs aînés», a souligné M^e Silini.

Pour ce qui est de l'absence d'isoloirs, le bâtonnier d'Alger a expliqué, en substance, qu'il n'est pas d'usage d'imposer à un avocat de dissimuler pour voter.

Quant à ses détracteurs, qui ont saisi le Conseil d'Etat pour faire annuler ces premières élections, Silini a proféré de vives critiques à leur encontre.

«Ces personnes travaillent pour des parties qui ont des intérêts contraires à ceux de notre corporation. Mon tort est d'avoir mis en avant mon indépendance et de défendre les valeurs et principes des professionnels de la défense.»

Le bâtonnier d'Alger a également lié la montée au créneau de ses détracteurs au fait qu'il se soit opposé au projet de statut des avocats élaboré par le ministère de la Justice.

T. H.

IL EXIGE UNE HAUSSE DE LA MARGE BÉNÉFICIAIRE

Le Snapo menace d'aller vers une action de protestation

Le Syndicat algérien des pharmaciens d'officine (Snapo) menace de recourir à une action de protestation nationale dans les deux mois à venir si ses revendications, notamment la hausse de la marge bénéficiaire, ne sont pas prises en considération par les autorités concernées.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les pharmaciens d'officine montent au créneau pour, disent-ils, régler une fois pour toutes la problématique de la marge bénéficiaire qui «traîne depuis plus de dix années et qui n'a pas connu de changement depuis 1998», souligne M. Abed Fayçal, président du Snapo. L'intervenant dira, par ailleurs, que depuis, les augmentations ont touché tous les produits alors que la marge bénéficiaire des pharmaciens n'a pas connu de hausse, et ce, en dépit des promesses des autorités concernées.

Selon les pharmaciens d'officines, les propositions faites par les spécialistes lors des rencontres avec les responsables des ministères concernés n'ont jamais été prises en considération.

Les syndicalistes expliquent, de ce fait, qu'ils rejettent, encore une fois, le projet de décret sur les marges bénéficiaires adopté en Conseil de gouvernement le 27 mai 2008.

Ce texte était en instance de publication et le Snapo avait précédemment saisi dans un courrier daté du 24 juin 2008, le chef du gouvernement pour surseoir à la publica-

tion du décret. Parmi les arguments avancés par le syndicat, le refus de la marge des 17 % concernant les produits de plus de 600 DA.

Cette mesure, une fois appliquée, serait fatale pour les pharmaciens, expliquent les présents et ne convient pas au commerce de détail. Ils demandent ainsi une marge d'au moins 20 %.

Ils revendiquent aussi la revalorisation de l'acte pharmaceutique à travers l'augmentation du service honoraire pharmacien (SHP) et qui, précisent les membres du Snapo, était de 0,50 centime, ce qui est jugé donc insignifiant au vu de toutes les augmentations des prix subies par le

médicament et survenues depuis une dizaine d'années. Les pharmaciens dénoncent, par ailleurs, le fait que le projet de décret ne prévoyait aucune mesure spécifique au générique, ce qui, selon eux, est en totale contradiction avec la politique nationale du médicament. «Notre syndicat avait, pourtant, avancé un certain nombre de propositions destinées à garantir la réussite de la politique du médicament générique en Algérie. Il s'agit notamment de l'adoption d'un forfait par boîte, le principe du différentiel fixe ou des marges majorées en faveur du générique», souligne M. Abed. Le Snapo souligne que contrairement à toutes les promesses données, «aucune mesure fiscale n'a été prévue dans ce projet de décret pour aider les pharmaciens à faire face à toutes les difficultés finan-

cières qu'ils vivent». Il s'agit notamment de compenser le paiement différé des produits délivrés gratuitement dans le cadre du tiers payant et les risques de gestion directement liés au conventionnement. Ainsi, et en dépit de l'ajournement de la publication dudit décret, les pharmaciens désespèrent de connaître le sort réservé à leurs revendications.

«Ceci d'autant que le dossier est désormais sur le bureau du Premier ministre, déclare M. Abed. En attendant, précisent les syndicalistes, le bureau national a été chargé d'entreprendre les contacts nécessaires avec le Premier ministre et les départements concernés.

Précisant, en outre, qu'ils ne reculeront pas. Les pharmaciens sont décidés à faire valoir leurs droits.

F.-Z.B.

LA PÉNURIE PRÉOCCUPE LES PROFESSIONNELS

75 médicaments en rupture

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi interdisant l'importation des médicaments produits localement, 75 produits sont en rupture, parmi eux, des médicaments produits localement, ont expliqué hier les représentants du Snapo. Les nouvelles dispositions ont également encouragé la vente concomitante subie actuellement par les pharmaciens en raison des pénuries de médicaments constatées sur le terrain, a déclaré M. Abed, président du Snapo. Les pharmaciens redoutent aussi les contraintes financières et la péremption rapide des médicaments à la suite des nouvelles mesures. «Les pharmaciens se retrouvent actuellement avec des tonnes de produits périmés et imputables sur le Trésor public», dira l'intervenant.

F.-Z. B.